

*March 2009*

**LES MALGACHES ET LA DÉMOCRATIE : PRINCIPES, FONCTIONNEMENT, PARTICIPATION**

L'enquête Afrobaromètre est menée régulièrement dans un certain nombre de pays africains (20 en 2008) en transition démocratique. Cette étude, réalisée à partir des données de l'enquête de mai 2008, présente les attitudes des Malgaches vis à vis de la démocratie, tant dans ses principes que dans son fonctionnement concret.

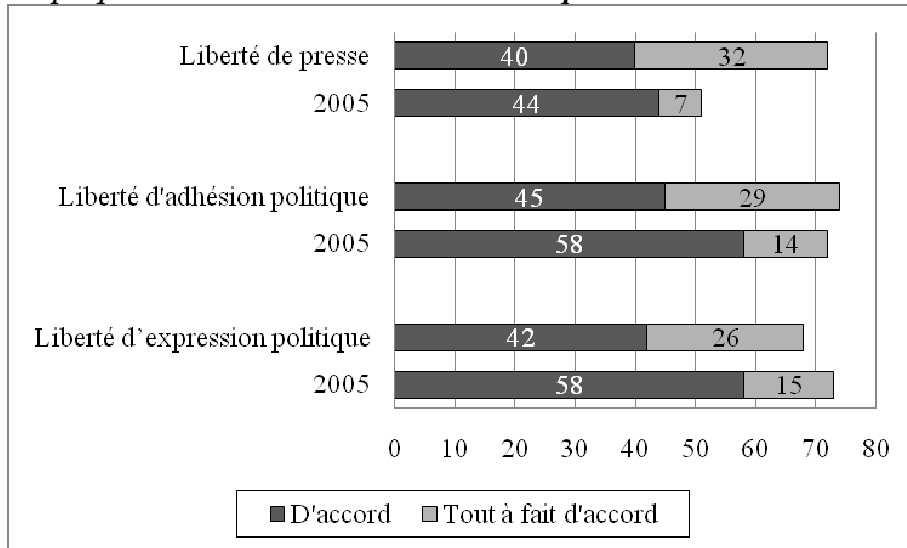
**1. L'attachement aux principes démocratiques**

*Les Malgaches se montrent très attachés au respect des libertés démocratiques que sont la liberté d'expression, la liberté d'organisation et la liberté de la presse. Ils se montrent aussi plutôt satisfaits des libertés réelles dans le pays. Néanmoins, 22 % des Malgaches se déclarent pas du tout ou pas très libre d'exprimer leur opinion.*

La démocratie nécessite qu'un certain nombre de libertés soient respectées, telles que la liberté d'expression, la liberté de presse ou encore la liberté d'organisation. Interrogés sur ces libertés, les Malgaches se montrent dans leur très grande majorité attachés à leur respect. 72 % des adultes disent ainsi qu'ils sont tout à fait d'accord ou plutôt d'accord pour que les médias d'information soient libres de publier n'importe quel article qu'ils considèrent justifié, sans crainte d'être fermés, 74 % que les individus devraient se sentir libre d'adhérer à n'importe quelle organisation, que le gouvernement le veuille ou non et 68 % pensent que les gens devraient être libres d'exprimer leurs pensées politiques, sans influence du gouvernement<sup>1</sup>. A l'inverse, moins de 15 % des Malgaches expriment leur accord pour une limitation de ces libertés.

Par rapport à 2005, cette demande de libertés démocratiques apparaît souvent plus importante (plus d'individus au total l'expriment) et systématiquement plus affirmée (plus d'individus disent être tout à fait d'accord avec une liberté sans condition). C'est particulièrement évident pour la liberté de presse, demandée par 72 % des Malgaches en 2008 contre 51 % en 2005 et très fortement valorisée par 32 % d'entre eux (contre 7 % en 2005).

**Graphique 1 : Demande de libertés démocratiques**



Source : Enquête Afrobaromètre, Coef-Ressources/Dial, Madagascar, 2005 et 2008

Très attachés aux principes des libertés fondamentales, les Malgaches se montrent plutôt satisfaits des libertés réelles dont ils jouissent dans le pays. Ils sont en effet 68 % à penser que la liberté d'expression est respectée, 66 % à penser que la liberté d'organisation l'est et 86 % à penser qu'il est possible de choisir librement le candidat pour lequel on va voter. Néanmoins, il subsiste un noyau important de personnes (22 %) qui déclarent que dans le pays on n'est pas du tout ou pas très libre d'exprimer son opinion. Cet avis négatif sur la liberté d'expression est d'autant plus fréquemment exprimé que les répondants ont un niveau scolaire plus important. Ainsi, si 9 % des personnes sans formation scolaire disent que la liberté d'expression n'est pas respectée, 37 % des diplômés du supérieur expriment cette opinion.

**Graphique 2 : Offre de libertés**



Source : Enquête Afrobaromètre, Coef-Ressources/Dial, Madagascar, 2008

Cet avis sur la liberté d'expression se retrouve d'ailleurs en partie dans les réponses à la question « Dans ce pays, quand doit on faire attention à ce que l'on dit en politique ? ». 39 % des Malgaches avaient en

effet répondu « jamais » ou « rarement » en 2005, ils ne sont plus que 29 % en 2008, ce qui correspond à une dégradation du sentiment de liberté de parole des Malgaches.

**Tableau 1 : Dans ce pays, quand doit-on faire attention à ce qu'on dit en politique ?**

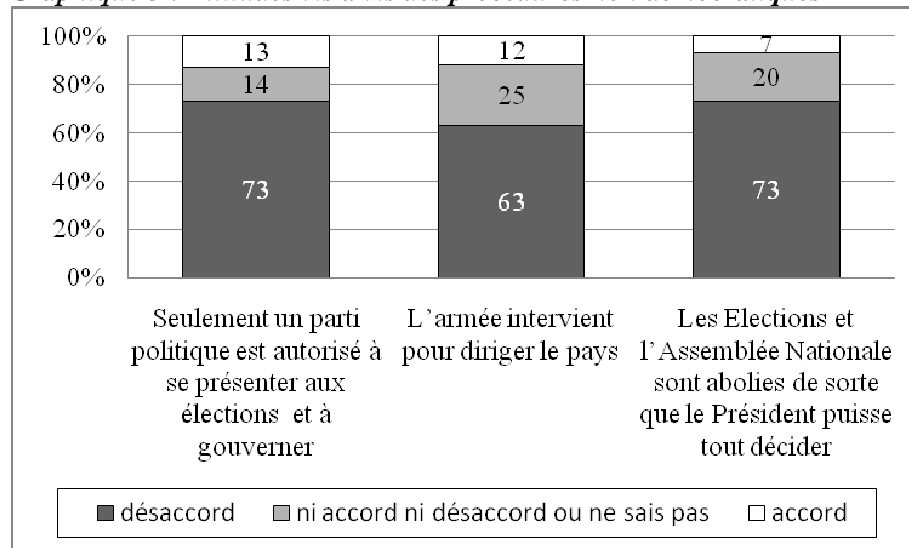
	Jamais	Rarement	Souvent	Toujours	Ne sais pas
Enquête 2005	8	31	20	30	10
Enquête 2008	7	22	23	29	19

Source : Enquête Afrobaromètre, Coef-Ressources/Dial, Madagascar, 2005 et 2008

*Les Malgaches se montrent aussi massivement attachés aux principes généraux du fonctionnement démocratique. Pourtant, un quart d'entre eux indique que, pour quelqu'un comme eux, peu importe le type de gouvernement qu'ils ont, ce qui traduit une forme de désenchantement vis-à-vis du pouvoir politique.*

Interrogés sur leur préférence en termes de fonctionnement politique, près des trois quarts des Malgaches rejettent l'idée qu'il pourrait n'y avoir qu'un parti unique, une même proportion l'idée que le président de la république puisse avoir tous les pouvoirs et 63 % l'idée que l'armée intervienne pour diriger le pays. Lorsqu'ils n'expriment pas ces préférences, c'est plus souvent parce qu'ils n'ont pas d'avis marqué sur la question que parce qu'ils expriment la préférence inverse. L'attachement des Malgaches aux principes généraux du fonctionnement démocratique est donc très important. Par rapport à 2005, cet attachement ne s'est pas démenti, la structure des réponses restant sensiblement la même.

**Graphique 3 : Attitudes vis à vis des procédures non démocratiques**



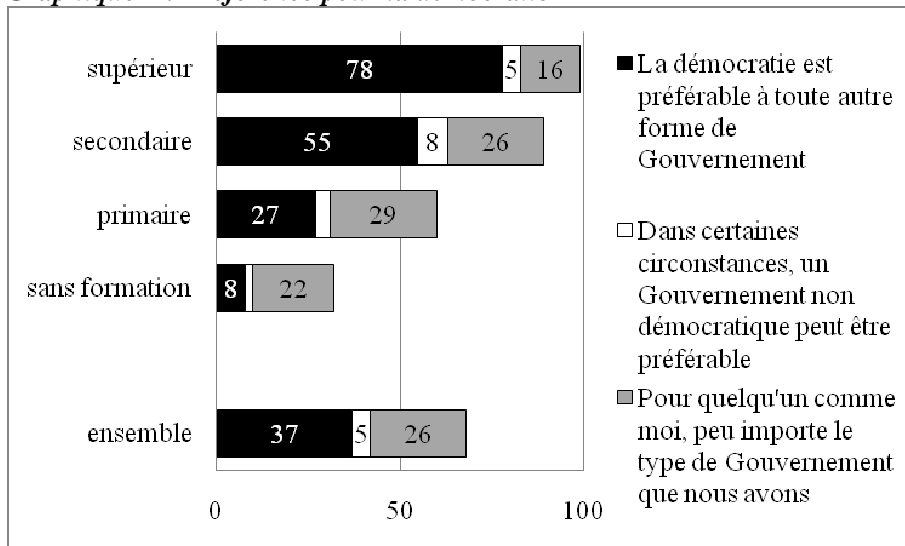
Source : Enquête Afrobaromètre, Coef-Ressources/Dial, Madagascar, 2008

Il est alors étonnant de constater que la démocratie n'est jugée préférable à tout autre gouvernement que par 36 % des Malgaches, une proportion en recul par rapport à 2005 où 43 % des Malgaches avaient exprimé cet avis. En réalité, ce faible pourcentage ne traduit pas un rejet massif de ce système dans la mesure où, comme en 2005, seuls 5 % des Malgaches expriment l'opinion qu'un gouvernement non démocratique peut être dans certains cas préférable.

Il est pour une part lié à la difficulté d'une question nécessitant la compréhension de ce qu'est un système démocratique. En effet, si 32 % des personnes n'ont en moyenne pas répondu à cette question, c'est le cas de 68 % des individus n'ayant jamais été scolarisés. On constate d'ailleurs que la préférence affirmée pour un système démocratique augmente fortement avec le niveau de formation.

Il reste qu'en 2005, seuls 18 % des individus disaient ne pas savoir. Cette augmentation des sans réponse traduit donc aussi une forme de désenchantement vis-à-vis de la démocratie et plus généralement de la politique. Ce désenchantement s'exprime aussi plus clairement dans le choix opéré par 26 % des Malgaches de la modalité « pour quelqu'un comme moi, peu importe le type de gouvernement que nous avons », qui signifie qu'ils n'attendent rien de l'Etat.

**Graphique 4 : Préférence pour la démocratie**



Source : Enquête Afrobaromètre, Coef-Ressources/Dial, Madagascar, 2008  
(Certaines barres ne vont pas jusqu'à 100 % ce qui traduit l'importance des non-réponses)

## 2. Le fonctionnement de la démocratie et des institutions politiques

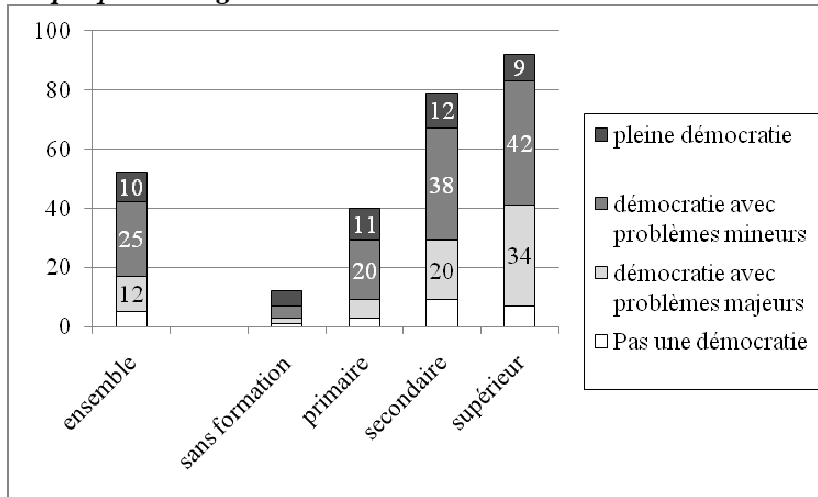
*Presque la moitié des Malgaches n'exprime pas d'avis sur le niveau de démocratie de leur pays. Les autres reconnaissent cependant massivement son caractère démocratique mais indiquent aussi souvent que cette démocratie n'est pas exempte de problèmes. Seuls 14 % d'entre eux se déclarent ainsi plutôt ou très satisfait de son fonctionnement.*

Interrogés sur le degré de démocratie de leur pays, 48 % des adultes ne s'expriment pas, soit parce qu'ils disent ne pas comprendre la question (26 %), soit parce qu'ils disent ne pas savoir (22 %). Sans surprise, on constate là encore que la fréquence de réponse à cette question, qui nécessite un certain niveau de compétence technique, est étroitement liée au niveau de formation : 93 % des personnes ayant accédé à l'enseignement supérieur y répondent mais seuls 13 % de celles n'ayant pas été scolarisées le font. Ceux qui se sentent capable de répondre indiquent massivement que leur pays est une démocratie. Mais ce consensus sur la nature du régime ne doit pas cacher la diversité des opinions sur le degré de démocratie du pays. Ainsi, 23 % de ceux qui se sont exprimés émettent l'opinion que Madagascar est bien une démocratie mais avec des problèmes majeurs, 48 % une démocratie avec des problèmes mineurs et 19 % seulement qu'elle est une pleine démocratie. On constate encore une fois que le jugement sur le niveau de la démocratie est d'autant plus critique que les personnes sont plus diplômées. Parmi les diplômés du supérieur qui se sont exprimés, 37 % disent que Madagascar est une démocratie avec des problèmes majeurs (contre 17 % des personnes non scolarisées) et 10 % seulement disent qu'elle est une pleine démocratie (contre 42 % des personnes non scolarisées).

Ces réponses sur le niveau de démocratie indiquent donc que, pour une majorité de Malgaches, il y a encore du chemin à parcourir pour que leur pays soit une pleine démocratie. Par rapport à 2005, on constate même une certaine progression du doute sur le niveau de démocratie. Si une même proportion de

Malgache (17 %) déclare que Madagascar n'est pas une démocratie ou est une démocratie avec des problèmes majeurs, la proportion de ceux qui estiment que Madagascar est une pleine démocratie s'est réduite de 25 % à 10 %.

**Graphique 5 : Degré de démocratie**

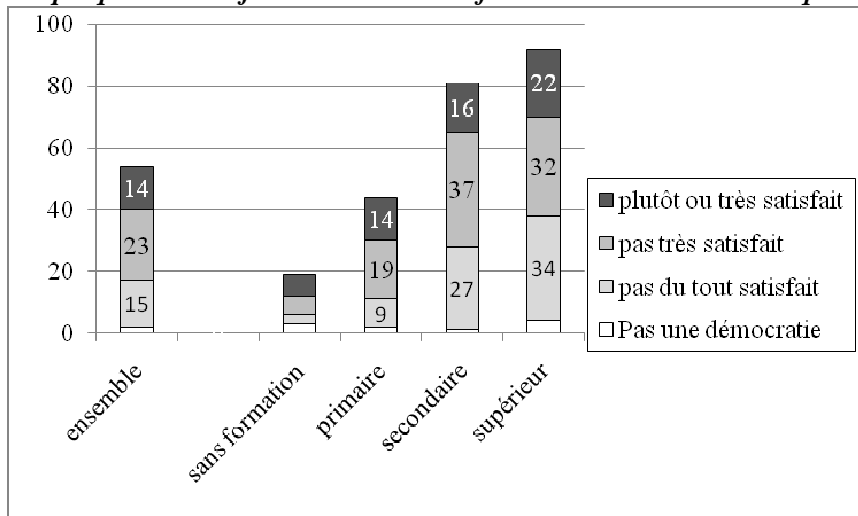


Source : Enquête Afrobaromètre, Coef-Ressources/Dial, Madagascar, 2008  
(Certaines barres ne vont pas jusqu'à 100 % ce qui traduit l'importance des non-réponses)

On retrouve des éléments identiques dans les degrés de satisfaction exprimés vis à vis du fonctionnement de la démocratie. Parmi les 55 % de personnes ayant répondu à cette question, moins d'un tiers se déclarent en effet plutôt ou très satisfaits par la façon dont fonctionne la démocratie, plus de 40 % disent qu'ils n'en sont pas très satisfaits, enfin un tiers indique sa complète insatisfaction. Là encore, cette insatisfaction augmente très fortement avec le niveau de formation des individus.

Par rapport à 2005, on retrouve les mêmes évolutions que pour le jugement sur le niveau de démocratie. Si ceux qui expriment clairement leur insatisfaction constituent toujours une faible proportion, ceux qui se déclarent plutôt ou très satisfait ne sont plus que 14 % contre 26 % en 2005.

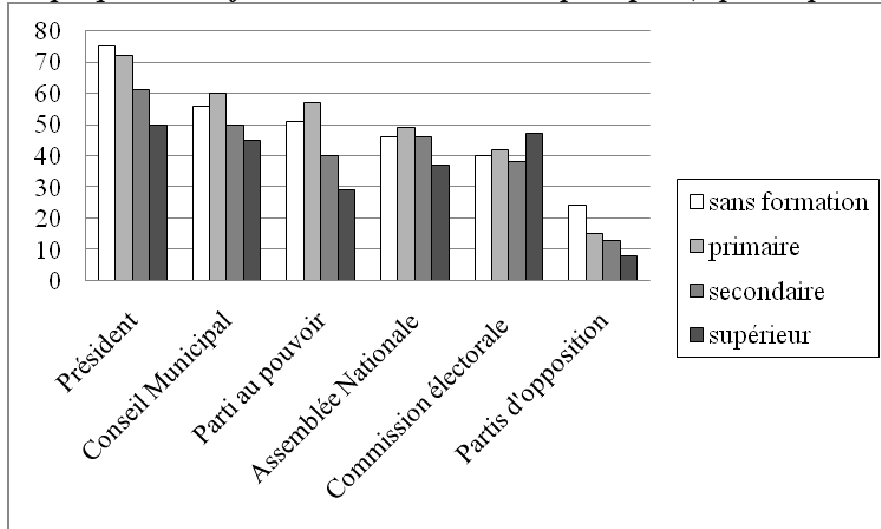
**Graphique 6 : Satisfaction vis-à-vis du fonctionnement démocratique**



Source : Enquête Afrobaromètre, Coef-Ressources/Dial, Madagascar, 2008  
(Certaines barres ne vont pas jusqu'à 100 % ce qui traduit l'importance des non-réponses)

*L'insatisfaction à l'égard du fonctionnement démocratique va de pair avec une confiance limitée dans les institutions politiques. Seul le Président de la République bénéficie toujours, comme en 2005, d'un capital de confiance important. En revanche, un peu plus d'un adulte sur deux seulement accorde une confiance au moins partielle à son Conseil Municipal et 47 % à l'Assemblée Nationale. Quant aux partis politiques de l'opposition, ils apparaissent très déconsidérés.*

**Graphique 7 : Confiance dans les institutions politiques (réponses partiellement ou très)**



Source : Enquête Afrobaromètre, Coef-Ressources/Dial, Madagascar, 2008

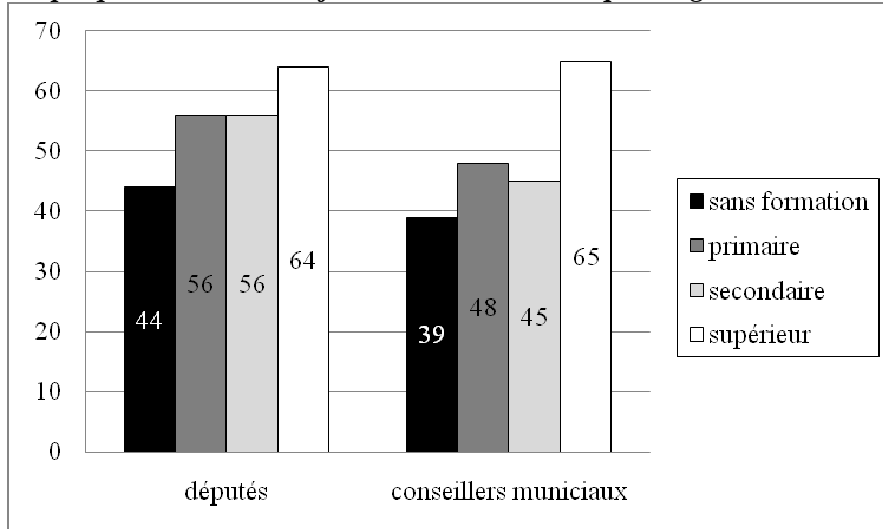
Les Malgaches accordent fréquemment leur confiance à leur Président de la république puisque 68 % d'entre eux et 72 % de ceux qui se sont exprimés déclarent lui faire partiellement ou très confiance. Il est ainsi de loin, comme en 2005, l'institution politique à propos de laquelle plus de personnes donnent leur avis (94 % se sont exprimés) et pour laquelle le degré de confiance est le plus affirmé. Par rapport à 2005, cette « cote de popularité » reste sensiblement la même. On note cependant que la confiance dans le Président tend à s'éroder avec le niveau d'éducation. Alors que les trois quarts des personnes sans éducation scolaire lui accordent leur confiance, ce n'est plus le cas que d'un diplômé du supérieur sur deux. Il est intéressant également de noter que cette confiance est plus suscitée par la personne du Président que par le Parti politique qu'il dirige. En effet, moins d'un Malgache sur deux dit avoir au moins partiellement confiance dans le parti au pouvoir.

Les autres institutions politiques suscitent des avis plus nuancés : un peu plus d'un adulte sur deux seulement accorde une confiance au moins partielle à son Conseil Municipal et 47 % à l'Assemblée Nationale, ces proportions restant sensiblement les mêmes qu'en 2005.

Interrogés sur les efforts faits par les membres de ces institutions, ils ne sont que 18 % pour les députés et 32 % pour les conseillers municipaux à dire qu'ils font souvent ou toujours de leur mieux pour écouter ce que les gens ont à leur dire. Ces chiffres traduisent ainsi la coupure qui existe bien souvent entre les hommes politiques et leurs administrés. Concernant les députés, on constate d'ailleurs que près de 60 % des citoyens de la grande Ile ne connaissent pas le nom de leur représentant à l'Assemblée Nationale et qu'interrogés sur la fréquence avec laquelle il passe dans sa circonscription, ils ne sont que 22 % à penser qu'il y passe au moins une fois par mois, 37 % estimant même qu'il n'y vient jamais.

Enfin, les partis politiques de l'opposition apparaissent, comme en 2005, particulièrement déconsidérés puisque 46 % des Malgaches indiquent ne leur faire pas du tout confiance et 33 % leur faire juste un peu confiance. Cette défiance marquée entraîne ainsi des réactions de rejet vis à vis de la compétition politique. En effet, alors que les Malgaches rejettent massivement la perspective d'un système régi par un parti unique, Ils sont un sur trois à estimer que, dans le cas Malgache, les partis politiques créent la division et la confusion et qu'il n'est donc pas nécessaire d'en avoir plusieurs.

**Graphique 8 : N'écotent jamais ou rarement ce que les gens comme moi ont à leur dire**



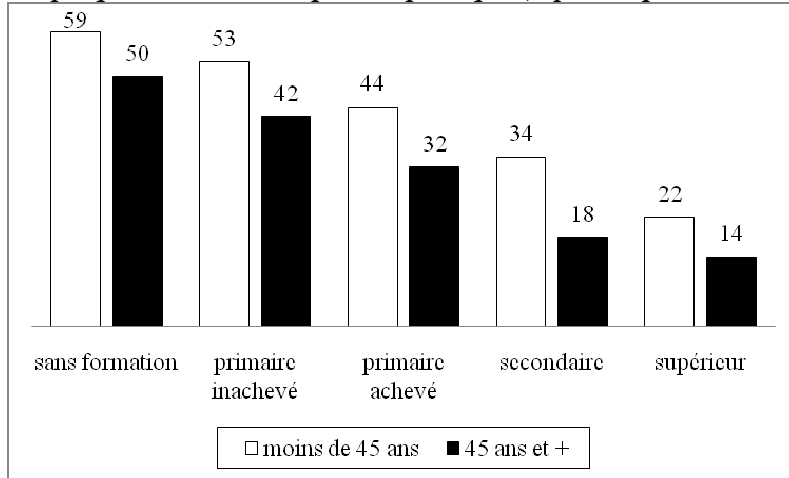
Source : Enquête Afrobaromètre, Coef-Ressources/Dial, Madagascar, 2008

### 3. La participation politique des Malgaches

En 2005, dans l'ensemble des 18 pays qui participaient à l'enquête *Afrobaromètre*, les Malgaches apparaissaient comme très peu intéressés par les affaires publiques. En 2008, même si plus de Malgaches se déclarent très ou plutôt intéressés par les affaires publiques (58 % au lieu de 49 %), ce chiffre reste encore très faible. De fait, comme en 2005, près d'un Malgache sur deux ne parle jamais de politique avec ses amis ou les membres de sa famille.

Ce faible intérêt est en partie une conséquence du bas niveau d'éducation général des populations. En effet, seuls 37 % de la population adulte a accédé aux études secondaires. Or, la politisation augmente régulièrement et de façon importante avec le niveau scolaire. Ainsi, si près de 80 % des personnes n'ayant pas été scolarisées disent n'avoir jamais parlé politique avec leurs famille ou amis, seuls 20% des diplômés du supérieur sont dans ce cas. Néanmoins, le désintérêt est aussi lié à l'âge ce qui apparaît nettement plus inquiétant. En effet, quel que soit leur niveau de formation, les moins de 45 ans expriment systématiquement un désintérêt plus marqué que leurs aînés.

**Graphique 9 : Désintérêt pour la politique (réponses pas du tout ou plutôt pas intéressé)**



Source : Enquête Afrobaromètre, Coef-Ressources/Dial, Madagascar, 2008

Ce faible intérêt pour la politique se traduit par un engagement politique relativement limité, et ce, quelles qu'en soit ses formes.

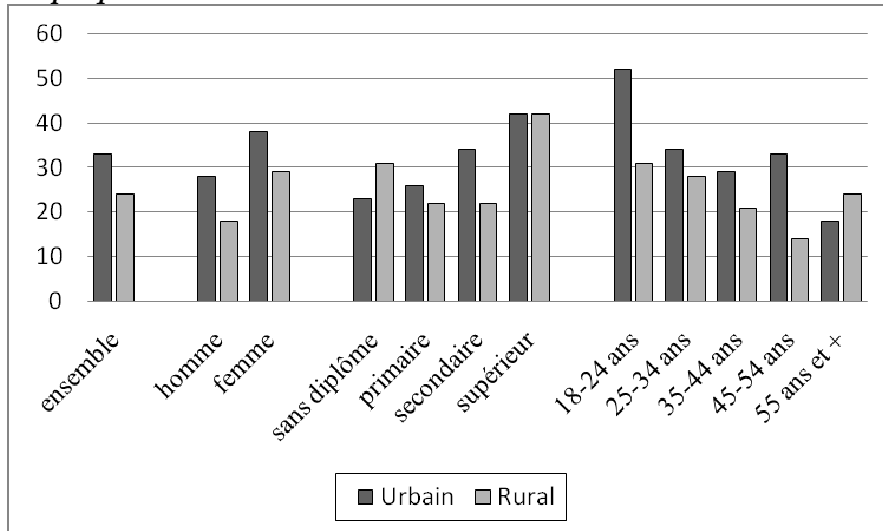
*L'abstention déclarée est d'autant plus fréquente que les personnes sont plus diplômées et plus jeunes. Si dans l'ensemble cette abstention est la marque d'un désintérêt pour l'élection, pour les plus diplômés elle semble plus souvent être une forme de contestation politique.*

En démocratie, la première forme de participation est la participation électorale. L'enquête Afrobaromètre interrogeait les adultes sur leur participation aux élections régionales du 16 mars 2008. Les réponses données à cette question apparaissent en moyenne très éloignées de la réalité de la participation. On sait en effet, grâce aux résultats officiels, que le taux de participation n'a été en moyenne que de 53 %<sup>ii</sup>, or il ressort à 74 % dans l'enquête 2008. Un tel écart entre participation déclarée et participation réelle est couramment constaté dans les enquêtes de ce type. Il est souvent l'indication de l'attachement des individus aux valeurs républicaines pour lesquelles voter est un devoir citoyen. Dans ce cas les individus hésitent donc à affirmer ne pas être allés voter. Mais l'écart entre participation déclarée et participation réelle peut aussi être la traduction d'une prudence des enquêtés vis-à-vis de l'utilisation possible de leurs déclarations. En effet, dans un contexte où dans 69 % des circonscriptions seul un candidat (TIM) était en lice, ne pas avoir voté pourrait facilement être interprété comme un vote de défiance.

La fréquence de l'affirmation de leur abstention par les enquêtés dépend d'un certain nombre de caractéristiques socio-démographiques. L'abstention « reconnue » apparaît ainsi plus importante dans les zones urbaines que dans les zones rurales (32 % contre 24 %), et chez les femmes que chez les hommes (31 % contre 20 %). Les taux d'abstention déclarative augmentent aussi fortement avec le niveau de formation (particulièrement en ville), et sont d'autant plus importants que les individus sont plus jeunes. Ainsi, 42 % des personnes ayant accédé aux études supérieures disent s'être abstenues et, dans les zones urbaines, plus de la moitié des jeunes de 18-24 ans indiquent la même chose.



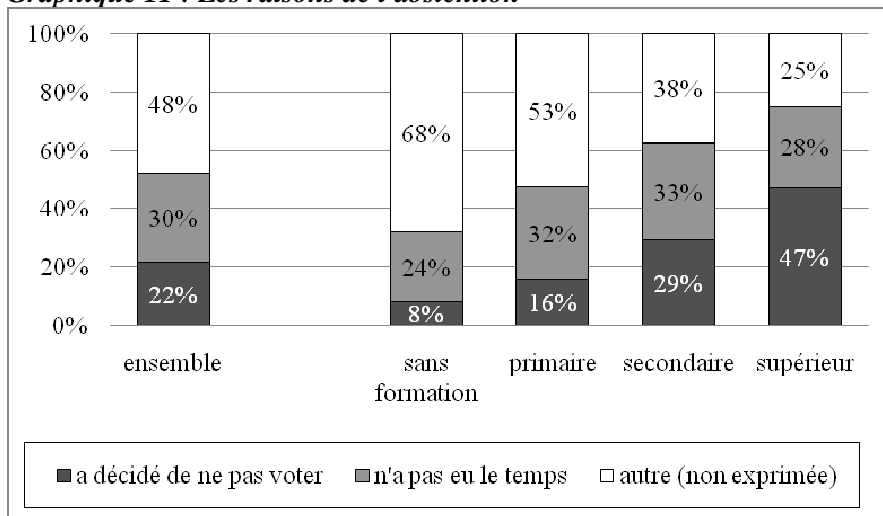
**Graphique 10 : Taux d'abstention déclarée**



Source : Enquête Afrobaromètre, Coef-Ressources/Dial, Madagascar, 2008

Presque 50 % des abstentionnistes n'ont pas indiqué les raisons pour lesquelles ils n'étaient pas allés voter et ils ne sont que 22 % à présenter leur abstention comme un acte délibéré, donc comme une forme d'expression politique. L'abstention semble donc plus souvent être l'expression d'un manque d'intérêt pour l'élection qu'une forme de contestation politique. Néanmoins, le pourcentage d'abstentionnistes par choix affirmé augmente nettement avec le niveau d'éducation des abstentionnistes. En effet, 48 % des abstentionnistes ayant fait des études supérieures expliquent leur abstention par un refus d'aller voter alors que ce n'est le cas de 8 % des personnes n'ayant pas fréquenté l'école.

**Graphique 11 : Les raisons de l'abstention**



Source : Enquête Afrobaromètre, Coef-Ressources/Dial, Madagascar, 2008

Les autres formes de participation politique sont très peu fréquentes. A peine plus d'un Malgache sur deux dit s'être réuni avec d'autres pour résoudre un problème au cours de l'année passée et moins de 10 % d'entre eux a contacté un homme politique. Enfin moins de 3% reconnaît avoir participé à une manifestation ou une marche de protestation. Toutes ces formes de participation

*se sont même réduites depuis 2005 ce qui signe un retrait relatif des Malgaches de la vie politique.*

Dans une démocratie, la participation politique ne se réduit pas à la participation aux élections mais implique aussi la possibilité que les citoyens prennent une part aux processus de décision, notamment au niveau local. Ils peuvent par exemple participer à des réunions communautaires, tenter de peser sur des décisions en se réunissant avec d'autres, adhérer à des partis politiques ou des associations. Ils peuvent aussi recourir à des formes moins conventionnelles de participation, de type protestataire, telles que la signature de pétition ou la participation à des manifestations sur la voie publique.

Bien que seuls 20 % des Malgaches disent être adhérents d'un groupe communautaire, seuls 8 % d'entre eux n'ont jamais participé à une réunion de communauté, la moitié y ayant participé plusieurs fois ou souvent. Cela indique l'importance de ces formes de sociabilité dans la vie des malgaches mais révèle également leur caractère faiblement formalisé. Si ces réunions collectives sont donc le signe d'une forte intégration de la vie locale, elles ne semblent cependant pas avoir pour but principal la résolution d'un problème. En effet, alors que, plus de 90 % des Malgaches ont participé à au moins une de ces réunions, 45 % disent ne s'être jamais réunis avec d'autres pour aborder un problème, par principe ou parce que l'occasion ne s'est pas présentée. Ce chiffre est d'ailleurs nettement inférieur à celui enregistré en 2005, ce qui traduit soit un recul de la dimension politique de ces réunions, soit une sous-déclaration, en 2008, de cette dimension. Il y a trois ans en effet, alors même que la participation à des réunions de la communauté était aussi fréquente qu'en 2008, seuls 27 % des Malgaches avaient annoncé ne s'être jamais unis à d'autres pour aborder un problème.

**Graphique 12 : S'être réuni au moins une fois pour résoudre un problème (en %)**



Source : Enquête Afrobaromètre, Coef-Ressources/Dial, Madagascar, 2005, 2008

En dehors de la participation à des réunions de communauté, l'engagement politique des Malgaches, quelle qu'en soit sa forme, est très peu fréquent.

Très peu de malgaches ont contacté une personnalité politique au cours de l'année précédant l'enquête, que ce soit pour lui exposer un problème ou pour lui donner un point de vue. Seuls 9 % des habitants ont contacté un conseiller municipal, 3 % un député et 1 % un membre du gouvernement. Dans l'ensemble, la coupure entre les hommes politiques professionnels et les membres de la société civile semble donc importante.

Enfin, la participation protestataire est aussi très rare. Pour une proportion importante des habitants du pays, cette forme de participation relève d'ailleurs d'un tabou puisqu'ils sont 70 % à affirmer qu'ils ne le

feront jamais. En 2008, seuls 3 % des malgaches reconnaissent avoir personnellement participé à une manifestation ou à une marche de protestation au cours des 12 derniers mois, ce qui est même 4 fois moins qu'en 2005.

### **Conclusion**

Les Malgaches sont très attachés aux valeurs et principes de fonctionnement démocratiques. Ces attitudes, déjà exprimées en 2005, semblent même se renforcer en 2008. Pourtant, les Malgaches se montrent souvent peu satisfaits de la façon dont fonctionne leur démocratie et expriment une confiance en générale limitée dans leurs institutions politiques. Il en ressort un certain désenchantement qui en conduit un certain nombre au retrait de la vie politique.

**This Briefing Paper was prepared by Mireille Razafindrakoto (DIAL), Désiré Razafindrazaka (COEF Ressources) et Jean-Michel Wachsberger (DIAL)**

The Afrobarometer, a cross-national survey research project, is conducted collaboratively by social scientists from 20 African countries. Coordination is provided by the Center for Democratic Development (CDD-Ghana), the Institute for Democracy in South Africa (IDASA), and the Institute for Research in Empirical Political Economy (IREEP, Benin). Several donors support the Afrobarometer's research, capacity building and outreach activities, including the Swedish International Development Cooperation Agency, the Department for International Development (UK), the Royal Danish Ministry of Foreign Affairs, the Canadian International Development Agency (CIDA), and the U.S. Agency for International Development. For more information, see: [www.afrobarometer.org](http://www.afrobarometer.org)

---

<sup>i</sup> Les questions laissaient à chaque fois le choix entre deux options et les individus devaient indiquer leur accord (total ou partiel) à l'une ou à l'autre ou leur désaccord aux deux. Les options étaient les suivantes. « Nous devrions nous sentir libres d'adhérer à n'importe quelle organisation, que le Gouvernement le veuille ou non » versus « Le Gouvernement devrait pouvoir interdire toute organisation qui s'oppose à ses politiques » ; « Les gens devraient être libres d'exprimer leurs pensées politiques, sans influence du Gouvernement, et ce même si ces pensées vont à l'encontre des sentiments populaires » versus « Le Gouvernement ne devrait pas permettre l'expression d'opinions politiques fondamentalement différentes des opinions de la majorité » ; « Les médias d'information devraient être libres de publier n'importe quel article qu'ils considèrent justifié, sans crainte d'être fermés » versus « Le Gouvernement devrait interdire les journaux qui font des publications qu'il n'aime pas »

<sup>ii</sup> Source : ministère de l'intérieur